



ÉLECTIONS 2016

Hubert Védrine : « L'ère des insurrections électorales »

Pour l'ancien ministre des affaires étrangères, ce scrutin n'est pas une « aberration folklorique américaine »

Entretien

Ministre des affaires étrangères de 1997 à 2002, Hubert Védrine est consultant et enseigne à Sciences Po. Auteur de *Sauver l'Europe* (Liana Lévi, 2016) et *Les Mondes de François Mitterrand* (Fayard, 2016), il revient sur les conséquences géopolitiques de l'élection de Donald Trump.

En quel sens l'élection de Trump signe-t-elle l'avènement de ce que vous appelez des « insurrections électorales » ?

Dans toutes les démocraties installées, nous assistons à une crise de la représentativité. Les citoyens ne font plus confiance aux responsables qu'ils ont eux-mêmes élus. Désormais très informées sur un tas de sujets (écologie, santé, etc.), les populations sont en demande de démocratie directe permanente. D'autre part, les classes moyennes décrochent parce qu'elles n'ont plus l'impression de vivre mieux que celles qui les ont précédées. C'est ce qui plombe les démocrates aux Etats-Unis et la social-démocratie en Europe.

Les excès obscènes de l'enrichissement par la mondialisation étaient tolérés tant que le sort des classes moyennes s'améliorait. Mais, depuis la crise de 2007-2008, ce n'est plus le cas. Et puis il y a ces catégories populaires qui sont attachées à une certaine identité, une forme de souveraineté, et qui sont aussi en demande de sécurité. Ces phénomènes conduisent à de régulières insurrections électorales. L'enthousiasme des partisans de Bernie Sanders et de Donald Trump était frappant, alors que le choix d'Hillary Clinton était, pour beaucoup, un vote de raison. Ce serait donc une erreur de considérer cette élection comme une aberration folklorique américaine.

Trump est-il une menace pour l'équilibre géopolitique mondial ?

Le monde est dans un équilibre instable, semi-chaotique, où les Etats-Unis occupent une place importante, sans être une hyperpuissance comme au cours des années 1990. Nous ne sommes pas dans la situation stable où Trump arriverait comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Trump sera bien obligé de s'insérer dans le jeu des relations internationales. Peut-être changera-t-il d'alliance. Mais, sans toutefois se normaliser, il va devoir entrer dans la mécanique. Son premier problème d'ailleurs consistera à se réconcilier avec son propre parti, contre lequel il s'est battu. Ensuite, il y aura près de 1 500 postes à pourvoir dans son administration, à partir de janvier. Or, son entourage, c'est dix personnes. Il le fera certes de manière ébouriffante, mais il devra entrer dans le jeu.

Quelle diplomatie peut-il pratiquer ?

Les seuls points de repère que nous avons, ce sont les propos qu'il a tenus lors de la campagne. Or, sur quoi a-t-il insisté ? Sur le fait qu'il était un homme qui fait des deals. Donc c'est une personnalité qui n'est pas uniquement dans le rapport de force. Car, dans les affaires, les deals, c'est du donnant-donnant. Autrement dit, Trump, ce n'est pas Bush. Il n'a pas non plus développé l'idée que la mission des Etats-Unis devait être civilisatrice, idéologie prédominante depuis le président Wilson, à l'exception de quelques réalistes, tel Henry Kissinger. Car n'oublions pas que les néoconservateurs sont encore un courant de pensée très important, notamment composé d'anciens gauchistes comme Robert Kagan chez les républicains, mais aussi de « faucons libéraux » dans le camp démocrate dont fait partie Hillary Clinton. Or, tout ce qu'a dit Trump est en rupture avec l'idée d'une nation missionnaire prosélyte. En un mot, Trump n'est pas sur la ligne d'une guerre aux dictateurs pour imposer les droits de l'homme.



S'il fait ce qu'il dit, ce sera un vrai changement, notamment marqué par le fait que les « néocons » ont voté pour Clinton et non pour lui.

Mais est-ce finalement en la matière une véritable rupture avec Obama ?

On ne l'a pas perçu, en raison de sa vulgarité et de sa brutalité, mais dans la volonté affichée de retenue de la puissance américaine, il y a un lien indéniable entre Trump et Obama.

Trump dit vouloir annuler l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et l'accord de Paris sur le climat.

Si Trump décide de ne pas appliquer l'accord iranien, il peut y avoir un bras de fer avec les Européens notamment, à moins que ceux-ci ne se couchent devant lui. L'accord climat, lui, est entré en fonction et il appartiendra aux autres signataires de prendre éventuellement la lourde responsabilité de l'appliquer sans les Etats-Unis si toutefois Trump peut encore

l'annuler. Et puis, même si le président des Etats-Unis est hostile à l'accord, des grandes villes ou bien des entreprises américaines pourraient lui résister et l'appliquer en quelque sorte de leur côté.

Du Brexit à l'élection de Trump, n'assiste-t-on pas à un mouvement idéologique de fond qui pourrait porter Marine Le Pen au pouvoir ?

Il n'y a pas de transposition mécanique à faire. Je note que, depuis des années, et malgré ses scores importants, Marine Le Pen n'augmente pas en nombre de voix. Mais les mêmes causes peuvent, bien sûr, produire les mêmes effets. Et si les élites françaises continuent à ne pas entendre la détresse sociale, mais aussi ne parviennent pas à comprendre que les peuples sont attachés à la sécurité, à l'identité et à la souveraineté, et qu'il ne s'agit pas de demandes immondes si on y apporte des réponses raisonnables, ils pourront voter n'importe quoi. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLAS TRUONG**



L'ÉVÉNEMENT

Hubert Védrine : « Après le coup de gong, que faire ? »

L'ancien ministre des Affaires étrangères qui vient de publier « Sauver l'Europe ! »* décrit la donne géopolitique après l'élection de Donald Trump.

PROPOS RECUEILLIS PAR
VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS  vtremolet

LE FIGARO. - L'Europe doit-elle avoir peur de Trump ?

Hubert VÉDRINE. - D'abord pour Trump, comme pour Obama, l'Europe n'est pas le premier enjeu. Les États-Unis ont bien d'autres problèmes dans le monde. Prenons le bras de fer stratégique à long terme qu'ils ont avec la Chine : l'Europe n'apporte rien. Cela peut expliquer une relative distanciation à laquelle les Européens ont réagi en pleurnichant. Ils font songer à Paul Valéry qui, il y a cent ans, disait : « L'Europe aspire à être gouvernée par une commission américaine. » Ce n'est pas la bonne attitude.

N'est-ce pas l'occasion de faire une Europe de la défense ?

Ne rêvons pas. Les Européens ne sont pas capables de se défendre entièrement eux-mêmes. Et si Trump faisait ce qu'il a dit (je n'y crois pas) et se retirait de l'Otan (que les Américains financent à hauteur de 70 %), ce serait la panique en Europe. Entraînerait-elle un sursaut ? Je n'en suis pas sûr, je le dis à regret. Ce n'est pas le

moment de faire miroiter une Europe de la défense. L'Europe souffre déjà de trop d'illusion : elle promet tout et à chaque fois ça ne se réalise pas. Tout cela alimente le sentiment d'une tromperie. Il y a mieux à faire.

Quelle est l'urgence ?

Les Européens ne doivent pas attendre passivement, en proie à des angoisses puériles, l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche et la mise en place de son administration. Les Européens doivent mettre à profit ce délai pour définir une position commune sur les engagements américains que le nouveau président pourrait remettre en cause. Je pense à la mise en œuvre de l'accord climat ou de l'accord Iran. À la limite, il faut se donner les moyens juridiques et politiques de les mettre en œuvre même sans les États-Unis. C'est là, l'épreuve de vérité.

Quid du traité transatlantique ?

Trump s'est prononcé contre ce traité (même Hillary Clinton avait cessé de le soutenir) et de toute façon beaucoup de pays européens - Allemagne en tête - n'en voulaient plus sous cette forme. Il



n'y a donc plus de sujet pour le moment. La question de l'unilatéralisme judiciaire américain est plus urgente. Il y a une aggravation constante de la prétention américaine à décider, à sanctionner et juger le monde entier. Tout cela aggravé par le Congrès par le biais de juges qui abusent de leur indépendance. Ce n'est plus possible que les Européens continuent à se cacher sous la table ou à réagir en ordre dispersé. Je vous renvoie à ce sujet au rapport Lellouche-Berger.



« Ce n'est plus possible que les Européens continuent à se cacher sous la table ou à réagir en ordre dispersé »

Poutine a-t-il désormais le champ libre en Syrie ?

C'était déjà le cas puisque les Occidentaux ont clairement échoué en Syrie. Mais Trump a dit qu'il ferait un deal avec Poutine. En principe « deal », ça ne veut pas dire renonciation. Que considèrera-t-il comme vital en ce qui concerne la Syrie, en ce qui concerne l'Ukraine ? On n'en sait rien. Sur quoi voudrait-il être ferme ? Dissuasif ? Coopératif ? Voudrait-il remettre en cause les politiques de sanctions contre la Russie, ce qui prendrait à contre-pied les Polonais et un peu la France ? Sur ces questions aussi, il s'agit de savoir ce que nous voulons nous.

Theresa May va-t-elle être tentée de renforcer ses liens avec l'Amérique ?

Sans doute, mais c'est secondaire. Il n'y a plus, entre ces deux puissances, de relations privilégiées depuis très longtemps. C'est un mythe utile aux Anglais comme, pour nous, le fait de croire que nos idées sont universelles. La carte de Mme May, ce n'est pas celle d'un lien avec des États-Unis qui veulent limiter le libre-échange. Je ne sais pas si elle y parviendra mais elle veut jouer la carte de l'Inde, de Singapour, de l'Asie, du monde et pas une carte spécialement américaine.

Quelle géopolitique pour Donald Trump ? Le plus frappant, c'est que dans ses dis-

cours il rompt avec le wilsonisme américain, qu'il ne considère pas que l'Améri-



« L'immigration joue un rôle de part et d'autre de l'Atlantique. »

À tort ou à raison, elle réveille des angoisses identitaires défensives »

que ait à imposer le respect des droits de l'homme et de la démocratie partout. Obama déjà était en retrait sur ce point mais comme Trump disait les choses avec agressivité et Obama avec distinction, on n'a pas toujours fait le lien. Ce désengagement éventuel inquiète les pays les plus protégés. Et c'est pour les Européens idéalistes, interventionnistes, ceux qui pensent, comme souvent la France, qu'il est de leur devoir de civiliser le monde que l'adaptation va être la plus difficile.

L'Europe doit-elle profiter de l'élection de Donald Trump pour se relancer ?

Cela serait une bonne chose ! Mais cela fait longtemps - bien avant les élections américaines - que les peuples d'Europe ont commencé à décrocher du projet européen et je ne parle pas que de ceux qui sont anti-européens pour des raisons idéologiques mais de tous les autres : les déçus, les sceptiques, les allergiques. Ils pourraient retrouver une espérance commune si le système européen se réformait vraiment, se concentrait sur l'essentiel (aujourd'hui : la sécurité et donc un Schengen qui marche) plutôt que de faire des directives sur les concombres ou les chocolats. Cette relégitimation de l'Europe était déjà indispensable avant l'élection de Trump, les provocations de Poutine ou l'afflux des réfugiés et des migrants.

L'élection américaine est-elle comparable au décrochage des peuples européens ?

Il y a des éléments communs et des éléments distincts. En premier lieu, dans toutes les démocraties installées (les démocraties dites représentatives), on peut observer une crise de la représentativité. De plus en plus, les gens élisent des dirigeants et très vite ensuite ils s'en défient



geants et très vite, ensuite, ils s'en défont. L'état de grâce dure une journée. Face à cette défiance, la gauche invoque des raisons sociales. Elle pointe l'absence de croissance pour expliquer qu'il n'y a plus rien à redistribuer. C'est encore plus vrai depuis la crise de 2007. Le pacte social construit après la guerre s'est rompu et cela participe certainement de la fureur. Mais il y a d'autres explications. Le mépris des élites pour ce que les peuples demandent : conserver une certaine souveraineté, une certaine identité, être garanti sur le plan de la sécurité. Ce sont des demandes qui peuvent prendre des formes extrémistes, parfois choquantes ou absurdes, mais comme les élites les balayent, la colère des peuples n'en est que plus forte. L'immigration, ensuite, joue un rôle de part et d'autre de l'Atlantique. À tort ou à raison, elle réveille des angoisses identitaires défensives. S'ajoutent à cela les habituels commentaires moralisateurs de la part des élites, à travers l'éloge mécanique des valeurs qui sont les nôtres. Les incantations tout aussi mécaniques contre le « repli sur soi », ceux qui « jouent sur les peurs » n'ont aucun effet sur ce genre d'électeurs. Les condamnations, en bloc et en vrac, du « populisme » sont vaines. Le recours aux mots - « nauséabonds », « années noires » - n'est pas plus efficace que l'eau bénite contre les vampires. Il faut remonter aux causes du populisme pour les traiter. Mais il y a aussi des éléments distincts. Hillary Clinton ne soulevait pas d'enthousiasme contrairement à Sanders (mais je ne crois pas qu'il aurait gagné pour autant). Trump a réussi à faire croire qu'il incarnait une réussite à l'américaine, avec des hauts et des bas, une vie d'entrepreneur et de héros de télévision, un destin de milliardaire. Ce n'est pas du tout le cas de Marine Le Pen en France qui est une politicienne habile mais classique à la fois haïe par le système et membre à part entière de ce même système.

Y a-t-il une menace populiste en Europe ?

Tout dépend de ce que l'on entend par populisme qui est un mot-valise. De la part des élites, ça veut dire contestation des libertés, de la démocratie, comparaison avec les années 1930. Le populisme, pourrait-on dire de façon plus banale,

c'est la réaction violente de peuples qui se sentent abandonnés et méprisés. On pourrait même dire que dès lors qu'il y a un peuple, il y a un risque de populisme. Les États où il n'y a pas de peuple, il n'y a pas de risque de populisme : voyez Monaco ou le Qatar ! Plus sérieusement, il ne faut pas se servir de ce mot n'importe comment et ne pas traiter les causes comme s'il s'agissait d'une contagion idéologique. Il faut comprendre les causes du populisme et essayer de les désamorcer. Apporter une réponse raisonnable pour canaliser ces demandes qui, sinon, prendront des formes extrêmes. Mais si le système européen demeure incapable d'entendre ces demandes et de se réformer en conséquence, tout peut arriver.

La mondialisation n'est plus heureuse ?

À l'origine, la mondialisation - cette gigantesque dérégulation, financiarisation - a été une réaction à l'ultra-réglementation née des années Roosevelt et de la grande crise. Mais le retour de balancier est parti trop loin. L'économie est devenue un gigantesque casino. On a assisté à des phénomènes d'enrichissements faramineux et sans cause. Il y a eu, parfois, quelque chose d'obsène dans l'avidité, la cupidité, quelque chose de vertigineux dans le fait que l'économie réelle est devenue marginale par rapport à l'économie financière qui se nourrit d'elle-même. La crise de 2007 n'a, malheureusement, pas déclenché une correction suffisante. La mondialisation heureuse ne l'a donc pas été pour tout le monde. Qu'est-ce qu'un fermier du Middle West peut en avoir à faire que la mondialisation ait amélioré la vie des dizaines de millions d'Asiatiques pauvres ? La révolte est en marche depuis des années. L'élection de Trump, c'est le coup de gong dans le système.

Comment faut-il parler aux peuples ?

En ce qui concerne l'Europe, le risque de divorce remonte à longtemps. La prise de conscience, pour moi, c'est le très faible score du oui dans le résultat du référendum de Maastricht. Plus tard, il y a quinze ans déjà, lors d'un Conseil européen à Laeken, on reconnaissait déjà que certains citoyens européens avaient l'impression que leur identité était menacée par la construction européenne ! Depuis, rien n'a changé. Mon



essai *Sauver l'Europe !* est un appel pour réconcilier les peuples et l'Europe.

Pour cela, il faut une révolution mentale des élites qui ont voulu faire l'Europe par le haut et à marche forcée. Méditons ce qu'a dit récemment Wolfgang Schäuble : « *Cela devient difficile de ne jamais tenir compte des peuples.* »

Les chefs d'État doivent donc prendre une initiative spectaculaire. Il faut montrer au peuple qu'on l'a entendu et pour cela faire une pause. Organiser une conférence refondatrice qui commencerait sans les institutions européennes (Commission, Parlement, Cour de justice). Avec une déclaration solennelle qui affirmerait, en substance : nous ne serons plus une usine bureaucratique, notre principal objectif sera de garantir la survie du mode de vie européen dans le monde. On distinguerait mieux ce qui doit être traité au niveau européen et ce qui relève, encore ou à nouveau, de la souveraineté des États membres. Ce préalable permettrait ensuite l'organisation d'un nouveau référendum, en même temps, dans tous les pays qui accepterait ce processus de relégitimation. ■

* « *Sauver l'Europe !* » Hubert Védrine, Éditions *Liana Levi*, 94 pages, 10 euros.

PROLONGATION DES CONTRÔLES DANS L'ESPACE SCHENGEN

L'Union européenne a prolongé vendredi pour une durée de trois mois les contrôles aux frontières.

Le rétablissement de ces contrôles a été décidé l'an dernier pour faire face à l'afflux en Europe de migrants sans papiers via la Grèce et l'Italie.

Leur prolongation, proposée le mois dernier par la Commission européenne, a été approuvée par le Conseil européen, qui a annoncé la poursuite « *des contrôles proportionnés sur certaines frontières intérieures de Schengen, en Allemagne, Autriche, Suède, Danemark et Norvège (pays hors UE mais appartenant à l'espace Schengen, NDLR)* ».



Hubert Védrine: « Si Trump faisait ce qu'il a dit (je n'y crois pas) et se retirait de l'Otan (que les Américains financent à hauteur de 70 %), ce serait la panique en Europe. »

-FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



La fabrique de l'Opinion

L'invité du 14 Bassano

« Mon plan pour sauver l'Europe : reconquérir les peuples »

Hubert Védrine: « Cessons d'avoir des vapeurs quand les peuples demandent de l'identité ou de la sécurité. Ce sont des aspirations légitimes même si elles prennent parfois des formes inacceptables »

EN DÉCEMBRE 2015, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine publiait un article dans l'Opinion intitulé « Pour sauver le projet européen, il faut le libérer du dogme européiste ». Ce texte, repris et développé dans plusieurs titres français et étrangers, est devenu un petit livre : *Sauver l'Europe* (Liana Lévi, 10 euros) qui se présente comme « le plan Védrine ». Nous avons à nouveau rencontré son auteur.

Vous vous définissez comme un « eurocritique » et voilà que vous voulez « sauver l'Europe », estimant même que « la possibilité qu'elle se défasse est insupportable ». Vous seriez-vous soudainement converti à la foi européiste ?

Lorsque je dis que la dislocation de l'Europe serait « insupportable », je parle au premier degré : la France ne pourrait pas la supporter. Au vu de la place que le projet européen a pris dans l'imaginaire et la vision politique en France depuis une vingtaine d'années, ce serait un traumatisme insurmontable. Je ne suis pas devenu européiste, mais je suis bien obligé de faire ce constat clinique. Sur ce point, et même s'il y a une part de vrai dans leur propos, je ne vais pas aussi loin que Régis Debray ou de Jean-Pierre Chevènement qui pensent qu'une telle dislocation libérerait les énergies des peuples. Peut-être que l'Allemagne y arriverait, mais la France serait le pays le plus affecté. D'où ma tentative de proposer ce plan pour sauver l'Europe. C'est ce qui me relie à François Mitterrand

Quel est donc ce « plan Védrine » ?

Dans mon livre, je le résume en trois temps : pause, conférence, refondation. La pause dans l'intégration européenne est un message adressé aux peuples. En effet, le point de départ de mon analyse, c'est que les peuples décrochent de l'Europe. On ne pourra pas ébranler les vrais antieuropéens, comme Marine Le Pen, mais on devrait pouvoir rattraper les autres, les sceptiques, les déçus, les allergiques aujourd'hui majoritaires. Pour les reconquérir, il faut d'abord arrêter de les mépriser. Les élites, devenues inaudibles, doivent consentir à un compromis avec les peuples. Arrêtons, par exemple, de parler d'« abandon de souveraineté », parce que les gens ont bien compris que, dans ce cas, cette souveraineté n'était pas perdue pour tout le monde ! Cessons d'avoir des vapeurs quand les peuples demandent de l'identité, de la souveraineté ou de la sécurité. Ce sont des aspirations normales, légitimes, même si elles prennent parfois des formes inacceptables. Il faut y apporter des réponses raisonnables. Donc, décrétons une pause de quelques mois maximum, pour prendre le temps de réfléchir. Cela marquerait les esprits. Ce serait un « On vous a compris ! »

Après la pause, vous appelez à une conférence sur le modèle de celle de Messine en 1955. Celle-ci a été à l'origine de la CEE des Six, au lendemain de l'échec de la Communauté européenne de défense (CED). Une énième conférence pour sauver l'Europe ?



Non, car celle-ci serait refondatrice, à condition qu'elle clarifie les rôles. L'un des grands problèmes est celui de la surréglementation. Même Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, a reconnu que l'on a eu tort de réglementer « à outrance » ! A cet égard, la France porte une vraie responsabilité : nous avons réussi à transposer à Bruxelles notre génie pour les trucs compliqués. La loi sur la pénibilité du travail en est un exemple récent. La conférence que je propose ne doit pas se tenir dans une ville comme Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg. Surtout, les institutions européennes (Commission, Parlement, Cour de Justice) n'y seraient pas invitées au début. Les gouvernements volontaires devraient y répondre à la question : « Quelle valeur ajoutée pour l'Europe qui doit cesser de se mêler de tout avec des directives sur les concombres ou les

chasses d'eau ? Et comment redonner de l'oxygène démocratique aux Etats et aux régions ? » Le niveau européen devrait se concentrer sur quelques domaines clés redéfinis et arrêter de vampiriser les niveaux national, régional ou local. On a bâti l'Europe à l'envers. Si l'on parvient à un projet cohérent de refondation, on pourra à ce moment-là le soumettre à des référendums et surtout pas avant, ils ne seraient que destructeurs. Cette refondation vise, au fond, à sauver le mode de vie européen. C'est un peu comme les dévaluations de la monnaie qu'on faisait jadis, une manière de repartir sur de nouvelles bases. L'Europe a besoin d'une relégitimisation politique, impossible sans les peuples.

L'un des lieux communs est de miser sur le couple franco-allemand pour relancer l'Europe. Qu'en pensez-vous ?

Depuis la réunification allemande, ce discours n'est plus tenu que par les Français... En Allemagne, seul le ministre des Finances Wolfgang Schäuble l'évoque encore. Ce qu'il faut maintenant, c'est que les deux pays se parlent franchement. Or, la France ne pourra être entendue que si elle entame enfin ses réformes structurelles, pour redevenir crédible. Alors, on pourrait dire aux Allemands que, par exemple, leur transition énergétique antinucléaire est irrationnelle. Ou que la chancelière n'a pas facilité la gestion de la crise des réfugiés.

Le Brexit peut-il être l'occasion de cette refondation ?

La France avait une carte à jouer au lendemain du référendum britannique. Je regrette qu'on n'ait pas saisi cette opportunité. On peut analyser le Brexit de deux façons : comme une aberration britannique ou comme l'indice d'un malaise général des Européens. On s'est trop concentré sur la première et, sans surprise, le sommet de Bratislava a été décevant... Quant aux suites réelles du référendum britannique, il est trop tôt pour le savoir. Personne n'a la moindre idée de ce que sera la situation dans un an. La récente décision de Haute Cour (NDLR : impliquant le Parlement britannique dans la décision finale) montre combien les choses peuvent bouger. Selon moi, il est stérile d'adopter une ligne punitive avec les Britanniques. Il n'est pas exclu que, dans un an ou deux, l'Europe ne veuille pas se passer de la Grande-Bretagne et réciproquement. C'est notamment vrai en matière de défense - qui ne relève pas de l'UE, mais d'accords bilatéraux. En 1998, j'ai d'ailleurs été l'un des acteurs de ceux de Saint-Malo. Aujourd'hui, je soutiens la proposition de Jean-Dominique Giuliani et de la Fondation Robert Schuman sur un traité de défense entre la France, l'Allemagne et

« L'un des grands problèmes est celui de la surréglementation. A cet égard, la France porte une vraie responsabilité »

la Grande-Bretagne. Je me réjouis de voir que des « européistes » en viennent à privilégier, par réalisme, l'intergouvernemental sur le communautaire. Cela est plus utile que les incantations sur la défense européenne.

Comme vous le racontez dans votre livre *Les Mondes de François Mitterrand* (Fayard), qui vient d'être réédité, vous avez été pendant quatorze ans un proche collaborateur de l'ancien président. Son engagement européen était très fort. Avec le recul, qu'est-ce qui a mal tourné ?

D'abord, je me méfie du récit à l'eau de rose selon lequel il y aurait eu une période enchantée de la construction européenne qu'il s'agirait de retrouver. François Mitterrand était un Européen,



mais il était aussi un patriote français à 100% : souvenez-vous qu'il a participé à la commémoration du millénaire capétien. Pour moi, le moment clé, c'est Maastricht. Au moment de l'Acte unique de 1986, personne ne s'est rendu compte de l'engrenage normalisateur que celui-ci déclenchait. En 1992, au moment du référendum, c'est là que j'ai découvert que les classes populaires ne suivaient plus, qu'elles avaient peur et qu'il y avait quelque chose d'illicite à vouloir faire l'Europe et le bonheur des peuples par le haut. Le résultat a d'ailleurs été très serré (51,04% de oui). Après Maastricht, comme Helmut Kohl, François Mitterrand souhaite une pause. Les deux hommes avaient d'ailleurs employé la même expression, chacun de leur côté, devant Jacques Delors : « Cela n'empêchera pas la Seine (le Rhin) de couler ».

Et pourtant vous avez soutenu le projet de monnaie unique...

Certes ! Car, avant l'euro, la France était de fait dans la zone Mark. A l'Elysée, j'ai vu François Mitterrand demander à Helmut Kohl de demander au président de la Bundesbank d'accepter une dévaluation du franc... L'idée de Mitterrand était alors que mieux valait une monnaie unique, dont nous serions partie prenante.

Quel regard portez-vous sur la crise traversée par la zone euro en 2015 avec la Grèce ?

Finalement, elle a été bien gérée. Cependant sur la Grèce, je n'étais pas choqué par la position du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble. Cela aurait été moins dur pour les Grecs de quitter la zone euro, de revenir à un euro drachme dévalué et de bénéficier d'un plan d'accompagnement pour restaurer leur économie, jusqu'à ce qu'ils puissent revenir.

Il faut donc parfois faire marche arrière pour sauver l'Europe ?

En tout cas, il faut reconvaincre les peuples, mais bien sûr, le « système » n'a pas envie de se réformer, même si Jean-Claude Juncker et Do-

nald Tusk (président du Conseil européen) sont lucides sur la situation. Pourquoi être soumis à la téléologie, qui voudrait que l'Europe aille toujours dans une seule et même direction, quoi que votent les peuples, et qu'il n'y ait pas de corrections possibles ? En exagérant, les réactions des européistes me font penser à celles des Soviétiques qui se sont engagés militairement en Afghanistan en expliquant qu'il n'était pas possible de laisser tomber un régime communiste. En Europe, il ne suffit pas que l'usine à gaz promette de fonctionner mieux. L'urgence, c'est de retrouver les peuples.

Interview Jean-Dominique Merchet

@jdomerchet



Eurocritique et mitterrandien

Ancien ministre des Affaires étrangères (1997-2002), **Hubert Védrine**, 69 ans, a occupé différents postes à l'Elysée de 1981 à 1995 et préside aujourd'hui l'Institut François Mitterrand. Auteur de nombreux livres, dont *Les Mondes de François Mitterrand* (Fayard) qui vient d'être réédité à l'occasion du centenaire de la naissance de l'ancien président, il publie *Sauver l'Europe* (Liana Lévi), un regard eurocritique sur l'avenir de l'UE.





La victoire de Donald Trump montre de manière spectaculaire que, scrutin après scrutin, pays après pays, les peuples votent contre le système. Pas de doute, d'autres surprises viendront

Brexit, Trump...

A qui le tour?

Populisme

Le républicain Donald Trump, 70 ans, a remporté mardi l'élection présidentielle américaine, déjouant tous les pronostics et les derniers sondages qui prédisaient la victoire de son adversaire démocrate Hillary Clinton. L'homme d'affaires new-yorkais deviendra le 20 janvier le 45^e président des Etats-Unis et succédera à Barack Obama. Donald Trump a réuni plus de 270 grands électeurs sur 538. Parallèlement, les républicains conservent la majorité à la Chambre des représentants et au Sénat.

Jean-Dominique Merchet

LE PROBLÈME AVEC LES DÉMOCRATIES, c'est que les peuples votent. Et de moins en moins dans le sens attendu par les élites. Après le Brexit en juin, la victoire de Donald Trump le confirme en novembre. « Trump, c'est une révolte », constatait, voici quelques semaines, Gérard Araud, ambassadeur de France aux Etats-Unis. Élargissant son propos à l'Europe, il notait qu'« une partie substantielle de nos concitoyens est en

train de nous dire que ça ne va du tout ». Scrutin après scrutin, pays après pays, le verdict tombe inlassablement et la révolte s'étend sur fond de refus du libre-échange et de l'immigration, comme un retour de la question sociale. Et chacun désormais de se poser la question en regardant le calendrier électoral : à qui le tour ? Il suffisait de voir, mercredi matin, Marine Le Pen jubiler à l'annonce de ce qu'elle décrit comme « la fin d'un



guère en sa faveur, Cinque Stelle ne semble guère en souffrir dans les intentions de vote.

Extrême droite autrichienne. En Autriche, le second tour de l'élection présidentielle aura lieu ce même jour. Le scrutin du 22 mai, invalidé à la suite d'irrégularités, avait vu la victoire d'une courte tête (30 000 voix) de l'écologiste Alexander Van der Bellen face au candidat d'extrême droite (FPÖ) Norbert Hofer. Cette fois-ci, la plupart des sondages indiquent qu'Hofer devrait l'emporter. Si c'est le cas, ce serait la première fois en Europe qu'un responsable de l'extrême droite deviendrait chef de l'Etat, même si, en Autriche, celui-ci a un rôle moins important qu'en France. Il pourrait toutefois provoquer de nouvelles élections législatives, dont le FPÖ sortirait renforcé, avec plus d'un tiers des voix. En panne de stratégie comme partout en Europe, les socialistes autrichiens du SPÖ en sont à se diviser sur la perspective d'une coalition avec l'extrême droite...

Aux confins de l'Europe, la petite Moldavie doit elle aussi élire son président. Le second tour aura lieu ce dimanche 13 novembre. Arrivé en tête au premier tour, le candidat socialiste Igor Dodon est favori face à une candidate pro-européenne. Dodon incarne une ligne favorable à la Russie et, dans ce pays frontalier de l'Ukraine, sa victoire sera vue comme celle de Vladimir Poutine, le héros des populistes.

Au cœur de l'Europe, cette fois, un référendum se profile aux Pays-Bas contre le traité commercial entre l'Europe et le Canada (Ceta), récemment signé. Hostiles au libre-échange, des organisations militantes recueillent des signa-

tures afin d'imposer une consultation populaire consultative, comme le prévoit la Constitution. En avril dernier, un référendum de ce type avait rejeté un accord entre l'Europe et l'Ukraine alors que les 27 l'avaient ratifié. Avec la Commission de Bruxelles, le gouvernement du libéral Mark Rutte tente actuellement de trouver une issue. En décembre dernier, les électeurs du Danemark avaient, eux aussi, déjà rejeté par référendum l'adoption de plusieurs règles européennes en matière de justice et de police.

Plus de grain à moudre. Comme le dit l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, dans son récent « Sauver l'Europe » ([Liana Levi](#)), « chaque élection confirme ce décrochage des peuples ». En juin, le Brexit a été un véritable saut dans l'inconnu, approuvé par les classes populaires blanches ralliées au nationalisme - les mêmes qui, outre-Atlantique, ont élu Donald Trump et voté FN, de ce côté-ci de la Manche. Si le Brexit a été un véritable séisme - avec le même effet de sidération que l'élection américaine - il n'est qu'un élément d'une crise plus générale. Le politologue Pierre Martin y voit le « déclin des grands partis de gouvernement ». Selon lui, ce phénomène historique s'explique par le ralentissement de la croissance économique : « Comme il y a moins de "grain à moudre", les partis au pouvoir ne peuvent plus redistribuer autant qu'avant » et les électeurs les rejettent.

Partout dans les démocraties, des partis contestataires surgissent, prenant des formes très diverses d'un pays à l'autre. Mais, en portant à la Maison blanche un candidat entré en politique il y a à peine 500 jours et qui a fait toute sa campagne en dénonçant les élites, les électeurs



américains viennent d'accorder une victoire considérable à ces forces « anti-système ». Déjà, durant la campagne des primaires, les succès du candidat de gauche Bernie Sanders chez les démocrates sonnaient comme un avertissement.

En Grèce, le parti de la gauche radicale Syriza avait remporté les élections de 2015, provoquant une vraie crise politique en Europe. Certes, Syriza a dû en rabattre de ses ambitions initiales et ne recueille désormais plus que 20 % des intentions de vote. En Espagne, Podemos - un parti frère de Syriza - n'a pas réussi la percée spectaculaire


« Ce que les Français ne veulent pas en 2017, c'est remettre une pièce dans le même Jukebox »

qu'il espérait, mais, avec environ 20 % des voix, il a bloqué le système parlementaire pendant dix mois, contraignant in fine les socialistes, divisés, à laisser la droite gouverner.

« Presque aucune démocratie représentative ne fonctionne vraiment bien, à la seule exception, jusqu'ici, en Europe, de l'Allemagne », affirme Hubert Védrine. Alors, à qui le tour désormais ? 2017 sera une année électorale en France et en Allemagne. Outre-Rhin, des élections fédérales auront lieu à l'automne. Le parti d'extrême droite AfD devrait entrer au Bundestag, les sondages le donnant aujourd'hui entre 11 % et 14 % des intentions de vote. Surfant sur le rejet des migrants et l'inquiétude des épargnants, ce parti, fondé en 2013, a réalisé une percée spectaculaire dans le petit Land du Mecklembourg-Poméranie antérieure, en septembre. Toutefois,

l'Allemagne est sans doute moins avancée sur la voie du rejet des élites politiques que beaucoup d'autres pays. Selon un sondage publié mardi, 59 % des Allemands souhaitent même qu'Angela Merkel sollicite un quatrième mandat à l'automne prochain.

À cet égard, le contraste avec la France est éclatant. François Hollande y termine son quinquennat en lambeaux et Marine Le Pen se situe entre 25 % et 30 % des intentions de vote. Même si le FN s'est fracassé sur le plafond de verre aux régionales de décembre 2015, ne parvenant pas à conquérir une seule région, la victoire de Donald Trump montre que, pour affronter un populiste incarnant le renouveau, il ne faut pas se tromper de candidat. Hillary Clinton cumulait les handicaps : femme du passé, elle représente toutes les élites, celles de la politique, des affaires, des médias, du show-business. En France, les deux favoris de la primaire de la droite sont un ancien Premier ministre - entré pour la première fois au gouvernement il y a trente ans - et un ancien président de la République, déjà renvoyé une fois par les électeurs. Sans beaucoup de succès, Bruno Le Maire ou Nathalie Kosciusko-Morizet tentent d'incarner le renouveau, comme Emmanuel Macron toujours « en marche » vers sa candidature.

« Ce que les Français ne veulent pas en 2017, c'est remettre une pièce dans le même Jukebox qui joue la même musique lancinante et énerve de la vie politique depuis des décennies », assurait au printemps Emmanuel Rivière, directeur du département Opinion de TNS Sofres-OnePoint, à l'antenne de RTL. Les Américains viennent, eux, d'envoyer leur Jukebox à la casse. @jdomerchet 

Elections américaines : les résultats*





Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères

« Les États-Unis souhaitent une France forte »

Si Hillary Clinton est élue, à quels changements les Français et les Européens doivent-ils s'attendre ?

On aurait tort d'accorder une importance exagérée à l'élection américaine. L'Amérique n'est plus cette « hyperpuissance » que je décrivais il y a vingt ans. Cela dit, une victoire de Hillary Clinton ne ferait pas disparaître cette autre moitié de l'Amérique qui aura voté pour Donald Trump et qui n'est pas composée uniquement de racistes ou de sexistes. Ce qu'a révélé cette campagne pèsera sur ses décisions, notamment sur les accords commerciaux de libre-échange. Cela ne signifie pas qu'on va d'un seul coup démondialiser nos économies mais qu'on va se calmer, prendre son temps. Et cela ne chagriner personne, sauf peut-être au sein du camp le plus libre-échangiste de la Commission européenne.

Quelle leçon tirez-vous de cette nouveauté du populisme aux États-Unis, avec Trump et Sanders, et son jeu de miroir avec nos populismes en France et en Europe ?

France et en Europe ?

C'est une réalité qui affecte tous les pays démocratiques. Trump, de ce point de vue, n'est pas qu'une aberration mais aussi le révélateur d'un problème plus large, celui de la crise de la représentativité :

le slogan « *sortez les sortants* »

est devenu un automatisme, d'autant plus que les gens sont à la fois plus informés, ce qui ne veut pas dire mieux, mais dans un désordre absolu, dans cette gigantesque crise de défiance où l'opinion publique a l'impression d'avoir été baratinée sur la mondialisation et abandonnée.

Est-ce que le rapport de Hillary Clinton à la Russie risque d'influencer, en cas de victoire, notre relation avec Vladimir Poutine ?

L'Europe n'est pas le problème numéro 1 des États-Unis ni la solution aux problèmes de l'Amérique. Sur la question transatlantique, Hillary Clinton est assez conventionnelle. Elle aussi souhaitera une Europe capable de partager le poids du fardeau de la sécurité collective. Mais sa priorité devrait être au positionnement des États-Unis face à Poutine, vis-à-vis duquel elle aura à choisir entre la poursuite du bras de fer et la recherche d'un deal réaliste. Et,

« Hillary Clinton aura à choisir entre la poursuite du bras de fer et la recherche d'un deal réaliste avec Poutine »



BALTEL/SIPA

bien sûr, face à la montée en puissance de la Chine. Les Européens devraient d'ailleurs cesser de pleurnicher sur ce fameux pivot asiatique des États-Unis et comprendre que c'est une opportunité pour

peser davantage.

Hillary Clinton a la réputation d'être interventionniste sur le plan militaire. Qu'est-ce que cela change pour la France ?

Barack Obama, venant après George W. Bush, était très en arrière de la main sur cette question du rôle militaire des États-Unis. Hillary Clinton, elle, a voté pour la guerre en Irak et était favorable à une intervention en Syrie. Henry Kissinger, que j'ai rencontré récemment à Paris, m'a dit qu'elle mènerait une politique plus engagée. Plus présente que ne l'a été Obama mais moins que George W. Bush. Les États-Unis sont très contents que la France ait une armée de très haut niveau avec un système présidentiel qui permette au chef de l'État de projeter nos troupes dans l'heure. Ils ont parfaitement compris que si nous n'étions pas au Sahel, ce serait le chaos total. Ils souhaitent donc que nous restions économiquement et budgétairement capables de maintenir une armée forte.

Dans ce contexte-là, vous écrivez dans votre dernier livre* que pour redevenir populaire l'Europe doit accepter d'être moins fédérale...

Je ne comprends pas l'aveuglement des élites qui veulent poursuivre l'intégration européenne quoi que votent les peuples et écrasent de leur mépris ceux qui « votent mal » ou s'abstiennent. Aux dernières élections européennes, l'abstention a atteint un record de 60 % en moyenne en Europe. Si l'on

n'est pas capable de parler aux Européens d'identité sans en faire une maladie, de redonner un peu de souveraineté aux pays membres, alors le projet européen sera vraiment menacé. D'où mes propositions : faisons une pause pour mieux écouter ce que nous disent les peuples, faisons une conférence refondatrice pour clarifier les compétences des États et de l'Union. L'Europe serait alors mieux dans sa peau pour s'adapter aux changements du monde tout en étant un partenaire plus autonome des États-Unis.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS CLEMENCEAU**

* *Sauver l'Europe !*, Liana Levi, 96 p., 10 €.

L'INTERVIEW

Hubert VÉDRINE / ancien ministre des Affaires étrangères

"Mon plan pour sauver l'Europe"

■ **Peut-il y avoir une contagion Trump en Europe?**

On ne peut rien exclure. En dehors de motifs strictement américains, comme le rejet d'Hillary Clinton, le vote Trump reflète la colère grandissante des classes moyennes populaires que l'on retrouve dans les grandes démocraties. De plus, l'Europe d'aujourd'hui est un facteur aggravant. Les élites européistes persistent à ignorer les votes. Au lieu de les canaliser, elles fustigent de manière contre-productive les demandes de souverainisme et de sécurité en répliquant par toujours plus d'intégration. C'est une attitude dangereuse qui peut produire des événements en chaîne.

■ **Votre livre a pour titre, "Sauver l'Europe"*. Si elle est aussi bancale, pourquoi faut-il la sauver?**

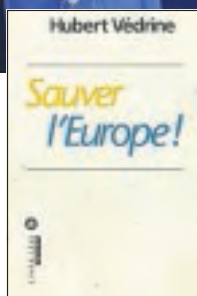
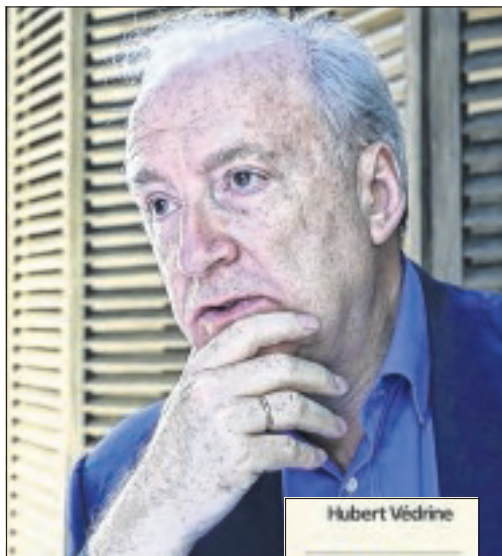
Parce que les pays de l'Union ont lié leur avenir au projet européen. C'est particulièrement vrai pour la France qui n'est plus en situation d'imaginer un futur dans une indépendance totale. Dans la compétition mondiale brutale d'aujourd'hui, les Européens partagent le projet de maintenir leur mode de vie spécifique. Les apôtres de la sortie de l'Europe ressemblent aux animateurs de la campagne du Brexit en Grande-Bretagne. Ils excitent les peuples et ils marquent des points parce que le système ne réagit pas intelligemment. Mais ils n'ont aucune idée de ce qu'il faudrait faire après. Il faut les priver de l'appui des sceptiques avec un projet qui montrera que l'Europe peut redevenir le "plus" qu'elle a longtemps été. La priorité est de rétablir le lien entre l'élite et la population.

■ **Votre plan pour sauver l'Europe comprend trois étapes: pause, conférence, référendum. Pourquoi réussirait-il mieux que le projet de constitution rejeté par les Français lors du référendum de 2005?**

Parce qu'il est l'inverse. Il n'a rien à voir avec la constitution qui projetait de faire naître un peuple européen imaginaire. Je propose de rompre avec la course folle vers l'intégration en réponse aux peuples qui se tromperaient toujours. Les dirigeants peuvent raconter ce qu'ils veulent dans les conseils européens, les peuples ne les écoutent plus. Comme le dit le ministre allemand Wolfgang Schäuble, "ça devient quand même difficile de ne jamais tenir compte des peuples". Pour raccrocher l'attention générale, il faut un coup de gong. La pause, c'est cela. Un signal psychologique et politique pour signifier: "On vous écoute et on va réfléchir à quoi faire".

■ **Après la pause, vous proposez la tenue d'une conférence. Avec quels objectifs et qui y participerait?**

Il s'agirait de relégitimer l'Europe avec la participation des gouvernements décidés à tenter l'aventure. Exactement comme la Conférence de Messine en 1955, qui avait conduit au traité de Rome et à la naissance de l'Europe. La conférence se déroulerait sans la présence des représentants des institutions européennes toujours désireux d'augmenter leurs pouvoirs. Elle aurait pour objectif de recentrer l'Europe



sur des compétences bien définies. Par exemple, affirmer que l'Europe n'a pas à se préoccuper de la forme des concombres, mais de la sécurité pour rétablir la libre circulation qui est un acquis précieux. Pour cela, il nous

faut un Schengen efficace qui permette de distinguer rapidement les demandeurs d'asile, en danger de mort que nous devons accueillir sans restriction, et les réfugiés économiques que nous accueillerions sur la base d'un quota fixé chaque année, métier par métier. Ce système devrait être cogéré avec les pays étrangers, ce qui suppose la mise en place d'un co-développement volontariste. Voilà un exemple qui permettrait d'effacer l'impression d'une Europe passoire qui révolte les peuples. Une fois le projet bien établi, 3^e étape, il pourrait être soumis à référendum, le même jour dans chaque pays concerné. Les chances de succès seraient réelles car il s'agirait d'un projet partagé par tous et non pas seulement celui des élites autistes et méprisantes.

■ **Ce projet suppose une entente franco-allemande. Mais les Allemands considèrent que la France n'est pas un pays sérieux et nous considérons que l'Allemagne impose le diktat de l'austérité. On a encore des choses à se dire?**

Les deux pays le savent, ni l'Allemagne ni la France n'ont d'alternative à leur entente. Sur ce plan, la réponse nous appartient. La France doit redevenir crédible et cesser de quémander la relance du couple franco-allemand tout en proférant des slogans vides. Ces attitudes puériles ne fonctionnent pas. Tant que nous n'aurons pas effectué les réformes réalisées par la plupart des pays développés, nous ne serons pas audibles par l'Allemagne et nos autres partenaires. Une fois ces réformes faites, notre potentiel est si fort que la France sera très écoutée.

* "Sauver l'Europe !" Hubert Védrine, Éd. Liana Levi, 94 p, 10 €.



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Une tragédie européenne?

Ces trois-là ont tout pour se comprendre. Donald Trump à Washington, Xi Jinping à Pékin et Vladimir Poutine à Moscou s'entendent sur un point-clé : « la communauté internationale », c'est eux – et personne d'autre. L'ancien promoteur new-yorkais, le « communiste aux caractéristiques chinoises » et l'ex-officier du KGB ont la même méthode de travail : le rapport de force. Ils ont la même vision du monde : une affaire de brutes.

Les doux Européens, volontiers confiants dans l'extension de la notion d'Etat de droit à la vie internationale, n'ont guère d'illusions à entretenir. Poutine, Trump et Xi Jinping, nationalistes convaincus, veulent façonner le monde à leur main. Un peu partout, l'idéal démocratique-libéral est en perte de vitesse et, avec lui, celui d'un ordre international qui serait régi par la norme de droit. Il n'y a qu'à Bruxelles qu'on cultive encore ce dernier rêve.

Les « Trois » se retrouvent dans la défense de leur zone d'influence – chacun la sienne. Durant la campagne électorale américaine, Trump a laissé entendre qu'il n'avait rien à redire à ce que la Russie reprenne la Crimée à l'Ukraine. Il veut bien que Pékin étende sa présence militaire en mer de Chine, dès lors que les Chinois s'abstiennent de commenter les relations de Washington avec Taïwan. Tout est affaire de négociation – de *deal*, dirait Trump – plutôt que de droit international.

L'UE périt de l'intérieur

Brut de décoffrage, cet état des lieux a été dressé à la World Policy Conference (WPC), présidée par son fondateur, Thierry de Montbrial, et réunie, pour sa 9^e édition, fin novembre au Qatar. A Moscou, Pékin et Washington, l'idéologie montante est le bon vieux national-égoïsme, pas l'isolationnisme. Le monde est appelé à rester global, la mondialisation est portée par la technologie. Mais, plus trompeuse que jamais, l'idée d'une gouvernance mondiale, incarnée dans des institutions internationales, est battue en brèche par la réalité des Etats. Les plus puissants d'entre eux l'entendent bien ainsi.

Une fois de plus, ce devrait être l'heure de vérité pour l'Europe, a constaté la WPC. Ce devrait être le moment du réveil pour les Européens, la prise de conscience de « l'impossibilité d'une île » : ils ne s'isolent pas des crises, ils ne vivront pas comme dans une « grande Suisse ». Dans ce monde de brutes, les épreuves à venir commanderaient de les trouver unis. Pour exister à côté de la « bande des Trois », négocier avec les grands émergents (Brésil, Inde), affirmer une singularité européenne dans la mondialisation. Seulement voilà, au moment précis où elle devrait être forte, l'Union européenne est au plus bas. Elle est victime d'une crise interne. Le projet européen va fêter son 60^e anniversaire drapeau en berne.

Le mal est profond, peut-être terminal, diagnostique Hubert Vé-

drine dans son dernier livre, *Sauver l'Europe!* (Liana Levi, 96 pages,

POUR HUBERT VÉDRINE, L'ÉLARGISSEMENT POST-GUERRE FROIDE A DILUÉ L'UNION DANS UNE MASSE INFORME

10 euros). L'Union périt de l'intérieur : elle a perdu la confiance des peuples. Avant même le Brexit, elle était dans un état de « *déréliction avancée* ». Pourquoi cette désaffection populaire ? L'ancien ministre des affaires étrangères – jamais « eurolâtre », plutôt euro-réaliste – incrimine une Union devenue à la fois trop vague et trop ambitieuse. Mal préparé, trop rapide, trop étendu, l'élargissement post-guerre froide a dilué l'Union dans une masse informe et sans cesse en mouvement.

L'instauration du marché unique s'est traduite par un déluge incontrôlé de directives, de « *normes intrusives et tatillonnes* » émanant de la bureaucratie bruxelloise. Celle-ci n'est pas si nombreuse que ça ni si antidémocratique qu'on veut bien le dire (elle applique des décisions prises par des gouvernements élus). Mais la mise en musique de l'ensemble au son d'une partition ridiculisant les notions d'identité nationale et de souveraineté, pour célé-



brer à satiété les mérites d'un européisme élitiste, a fait le reste: les peuples ont décroché. L'euro-scepticisme est majoritaire.

De la crise de l'euro à Schengen et à l'immigration, le livre passe en revue les difficultés traversées par l'UE. Il y a la manière Védrine: « *no nonsense* », dirait-on en anglais – rester pragmatique, ne pas se payer de mots, éviter les batailles théologiques. Il ne se résout pas à la dislocation du projet européen. Une obligation: retisser du lien entre les peuples et l'Europe. L'originalité du livre est dans une proposition à double détente. D'abord décréter une « *pause* » à la fois dans l'élargissement et dans « *la furie normalisatrice* » de Bruxelles.

Ce serait le temps d'un bilan de la construction européenne: ce qu'il faut garder, ce qui ne marche pas. Ensuite convoquer une conférence « *refondatrice* » qui accoucherait d'un document politique de réorientation de l'ensemble du système: redéfinition stricte de la répartition des compétences entre les institutions européennes et les Etats; redéfinition du rôle des dites institutions; redéfinition d'un projet européen qui respecterait les espaces nationaux et resituerait l'ambition de l'Europe dans le monde de demain.

Védrine est souvent convaincant. Il est aussi convaincu de l'impérieuse nécessité de l'Europe pour préserver le mode de vie européen dans le monde de demain. Configuration géopolitique nouvelle: l'Europe a peu d'amis. Dans toute l'UE, Vladimir Poutine finance les partis d'ultra-droite qui veulent détruire le projet européen. À Washington, Trump est du côté des « *brexiters* »: il n'a que mépris, au mieux de l'indifférence, pour l'UE. À Pékin, Xi Jinping serait le moins anti-européen de la « *bande des Trois* », mais les Chinois savent jouer de la division des Européens entre eux. Dans la multipo-

larité conflictuelle qui s'annonce, la désintégration du projet européen serait une tragédie. Pour les Européens. ■

frachon@lemonde.fr

POUTINE, TRUMP ET XI JINPING, NATIONALISTES CONVAINCUS, VEULENT FAÇONNER LE MONDE À LEUR MAIN





L E C T U R E

L'EUROPE SELON VÉDRINE

Réfléchir à une refondation de l'Europe ? Ce réflexe est devenu un mantra face au rejet de l'intégration européenne. Le nouvel essai d'Hubert Védrine, n'échappe pas à cette philosophie générale. Mais l'ancien ministre des Affaires étrangères témoigne d'une lucidité qui lui est propre. Son ouvrage est aussi précis que le texte du Traité de 2005 établissant une Constitution pour l'Europe était indigeste.

L'état d'urgence est décrété, explique-t-il. La construction européenne, idéaliste, mais aussi péremptoire et souvent artificielle, a mené l'Union face au risque de sa paralysie, voire de sa dislocation. Les « téléologues du fédéralisme européen », qui représentent moins de 1 % de



FRANÇOIS BLOUICHON/LE FIGARO

la population, ont voulu faire l'Europe dans l'intérêt des peuples, mais sans eux ou, pire, contre eux. Ils ont traumatisé la psyché démocratique en décrétant l'irréversibilité du processus, ont dénoncé ad nauseam la tentation nationaliste du repli sur soi et ont prophétisé une Europe qui civiliserait la mondialisation. Face à la dérégulation financière, au déséquilibre des finances publiques, à l'affaissement des systèmes sociaux et à la crise migratoire, le gouffre entre les élites européennes et les peuples européens atteint une profondeur critique.

L'Europe d'en haut choisit la course en avant institutionnelle vers un « plus d'Europe » dénoncé par l'Europe d'en bas. Un ministre des Finances qui chapeauterait la zone euro ? L'ancien sherpa de Mitterrand affiche son scepticisme : « *En quoi ce superministre hors-sol serait-il plus légitime pour faire admettre des réformes aux peuples récalcitrants ?* »

Les partisans de cette expansion permanente ont même réussi à faire de l'attachement à la souveraineté, immense conquête démocratique, une expression nauséabonde.

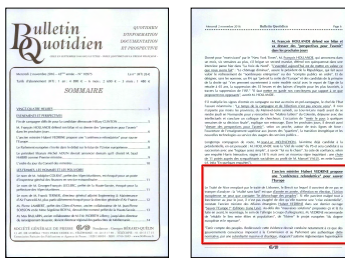
Le courage d'Hubert Védrine est d'afficher sans barguigner qu'il faut, pour sauver le projet

européen, le libérer du dogme européiste, de proposer un plan pour refonder une fédération des Etats-nations qui, respectueuse des souverainetés, se consacrerait à des coopérations entre pays volontaires. Certes, mais comment faire ? L'ancien diplomate propose de commencer par une pause du processus européen pour créer une respiration démocratique. Une politique commune de la chaise vide ? C'est le paradoxe védrinien.

ALEXIS FEERTCHAK

Sauver l'Europe !, d'Hubert Védrine, Liana Levi, 96 p., 10 €.





L'ancien ministre Hubert VEDRINE propose une "conférence refondatrice" pour sauver l'Europe

Le Traité de Nice remplacé par le traité de Lisbonne, le Brexit sur lequel il convient de ne pas se tromper d'analyse : la "réalité sans fard" est que d'année en année, d'élection en élection, l'Union européenne ne peut que constater "le décrochage des peuples". Si elle parvient malgré tout à fonctionner au jour le jour, il n'est pas exagéré de dire qu'elle traverse une "crise existentielle", constate l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert VEDRINE dans son dernier ouvrage "Sauver l'Europe !" (Editions Liana Levi). Au-delà des "mauvaises solutions" proposées çà et là (la fuite en avant, le recentrage, le soin de l'allergie à coups d'allergisants), M. VEDRINE recommande de "rétablir le lien entre élites et populations", de "libérer" le projet européen "du dogme européiste et le repenser".

"Tenir compte des peuples. Redécouvrir cette évidence devrait conduire notamment à ce que des gouvernements convaincus imposent à la Commission et au Parlement une authentique diète normative, par une subsidiarité massive et drastique, stoppant l'autisme réglementaire hypertrophié

que les Etats ont eux-mêmes alimenté, la France en tête (...). L'Europe a été bâtie à l'envers. C'est cela qu'il faut corriger", écrit l'ancien secrétaire général de l'Elysée. Pour commencer, il prescrit une "pause", qui ne doit être "ni honteuse, ni masquée", mais brève et s'appliquer à toutes les questions centrales "sur lesquelles une clarification s'impose".

Cette clarification pourrait être élaborée via une "conférence refondatrice" organisée par la France et l'Allemagne dans une ville d'Europe qui ne serait pas une capitale, et qui n'aurait jamais accueilli aucun sommet, bref une nouvelle conférence de Messine (1955). Ne viendraient que ceux des Etats prêts à s'engager dans la séquence bilan et refondation, moyen de régler "l'insoluble question du noyau dur", relève l'ancien ministre. Les délégations "politiques, restreintes, de haut niveau" des Etats commenceraient par dresser un bilan politique de la construction européenne, ses méthodes, son fonctionnement, sa bureaucratization, en se fondant sur trois rapports politiques : le premier émanant de grands anciens, le deuxième de trois dirigeants actuels, le dernier de représentants du monde économique et de la société civile. Seraient abordées ensuite la clarification du rôle de la Commission européenne et la définition limitative de nouveaux domaines clés. Sans oublier de donner un véritable coup d'arrêt au "complexe" juridico-bureaucratique Commission/Parlement européen/Cour de justice.

Le résultat de la conférence de refondation, qui durerait le temps "nécessaire (plus qu'un sommet classique, beaucoup moins que la "Convention" de 2011-2012), ferait l'objet d'un texte politique de conclusions qui recentrerait l'Union sur l'essentiel et qui, après une "intense campagne d'explications", pourrait être soumis à référendum le même jour dans chaque Etat membre y ayant participé et ayant endossé ses résultats. M. VEDRINE estime qu'il serait préférable de ne pas attendre 2018 pour lancer le mouvement et suggère que les dirigeants français, allemands, italiens et autres y réfléchissent "dès maintenant ensemble" pour préparer le rendez-vous de Rome en mars 2017 en "étroite concertation avec les présidents TUSK et JUNCKER". "Si cela s'avérait impossible", ajoute-t-il, la France devrait "avancer ses propres propositions", ajoute l'ancien ministre.



Précisons que la célébration du soixantième anniversaire du Traité de Rome, signé le 25 mars 1957, interviendra à un mois du premier tour de l'élection présidentielle, prévu le 23 avril.

En matière de sécurité, M. VEDRINE plaide pour un Schengen "qui fonctionne", et pour la défense, juge que la réforme la plus ambitieuse émane de la Fondation Robert Schuman, qui a proposé que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France signent ensemble un "traité pour la défense et la sécurité de l'Europe" (cf. BQ du 28/10/2016). Il plaide pour une harmonisation budgétaire mais aussi fiscale, et la préservation du "mode de vie européen". Il se fait aussi le chantre de la "fédération d'Etats-nations" chère à M. Jacques DELORS, "oxymore intelligent" qu'il faut faire "vivre et rayonner". Enfin, on lira avec intérêt son récit des relations franco-allemandes, du couple au décrochage, qui se termine sur un conseil de re-création de "bases saines d'un partenariat et d'une négociation" entre les deux pays.